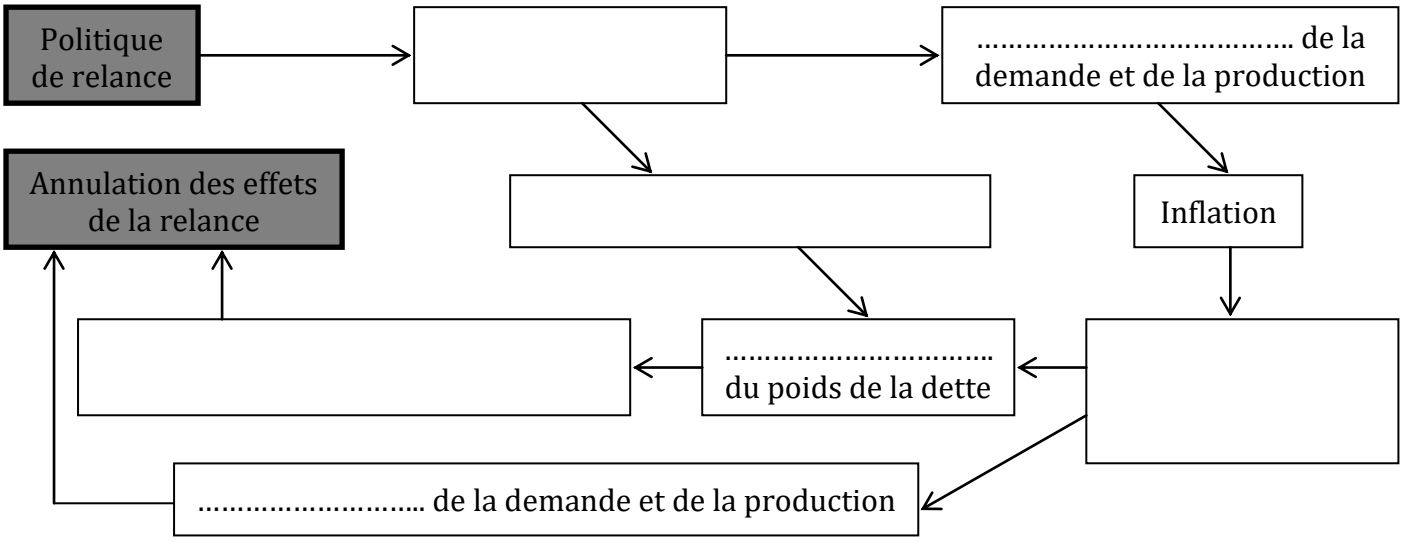
Chapitre 9 : Quelle est la place de l'Union européenne dans l'économie globale ?
Partie 2 : Les politiques économiques au sein de l'UEM

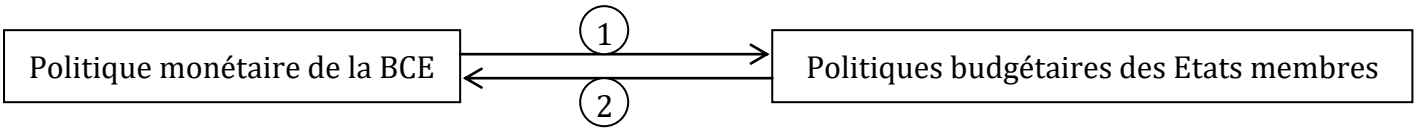
Vérification des connaissances

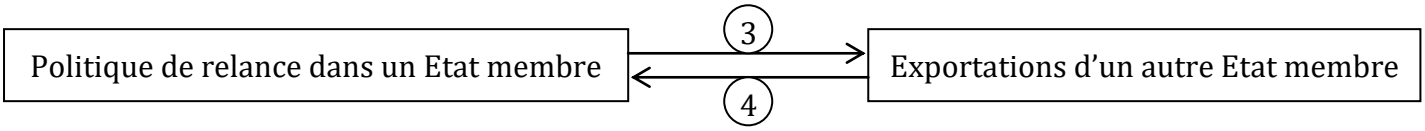
<u>Exercice 1</u> : La politique monétaire peut annuler les effets d'une politique de relance

Placez ces éléments dans le schéma suivant : *Réduction des dépenses publiques pour atteindre l'équilibre budgétaire - augmentation des taux d'intérêt par la BCE - augmentation des dépenses publiques - augmentation du déficit public – augmentation – augmentation - diminution*



<u>Exercice 2</u> : Donnez la signification de chaque flèche des schémas





Etude de documents

<u>Document 1</u> : Situation économique des pays membres de l'Union Européenne en 2012

Pays	Taux de chômage en %	PIB par habitant (en euros)	Taux d'inflation en %
Allemagne	5,5	31 300	2,1
Autriche	4,3	33 300	2,6
Belgique	7,6	30 500	2,6
Bulgarie	12,3	12 100	2,4
Chypre	11,9	23 200	3,1
Croatie	15,9	15 600	3,4
Danemark	7,5	32 000	2,4
Espagne	25,0	24 400	2,4
Estonie	10,2	18 000	4,2
Finlande	7,7	29 100	3,2
France	10,3	27 500	2,2
Grèce	24,3	19 200	1,0
Hongrie	10,9	16 800	5,7
Irlande	14,7	33 200	1,9
Italie	10,7	25 200	3,3
Lettonie	15,1	14 700	2,3
Lituanie	13,3	17 800	3,2
Luxembourg	5,1	69 400	2,9
Malte	6,4	22 100	3,2
Pays-Bas	5,3	32 800	2,8
Pologne	10,1	16 800	3,7
République Tchèque	7,0	20 200	3,5
Roumanie	7,0	12 600	3,4
Royaume-Uni	7,9	28 400	2,8
Slovaquie	14,0	19 200	3,7
Slovénie	8,9	20 900	2,8
Suède	8,0	32 700	0,9
UE à 28	**10,5**	**25 500**	**2,6**

Source : Eurostat, 2013.

1) Présentez le document.
2) Choisissez quatre pays ayant des situations opposées et décrivez leurs différences.
3) Quelle est alors la limite d'une politique monétaire unique dans les pays de la zone euro ?

<u>Document 2</u> :

Quand on considère l'Europe, ou plus précisément la zone euro, dans son ensemble – c'est-à-dire en additionnant les données de tous les pays utilisant l'euro – on ne distingue pas clairement ce qui la place en mauvaise situation. La dette publique comme privée y est un peu plus faible qu'aux États-Unis, ce qui laisse supposer qu'il doit y avoir davantage de marge de manœuvre : les chiffres de l'inflation ressemblent [à ceux des États-Unis], et rien ne laisse prévoir de poussée inflationniste ; et l'Europe […] n'a pas besoin d'attirer les capitaux étrangers.

Mais l'Europe n'est pas un tout. C'est un assemblage de nations possédant chacune son propre budget (parce que l'intégration budgétaire est très faible) et son propre marché du travail (parce que la main-d'œuvre est peu mobile) mais pas sa propre monnaie. Et c'est cela qui crée la crise.

Prenons le cas de l'Espagne, emblématique […] de la crise économique de l'euro et ignorons pour l'heure la question du déficit budgétaire. On l'a vu, pendant les huit premières années d'existence de l'euro, l'Espagne a connu d'immenses afflux d'argent qui ont alimenté une bulle immobilière[(1)] massive et conduit

à une hausse importante des salaires et des prix, relativement à ceux des économies du cœur de l'Europe. Le problème fondamental de l'Espagne, d'où découle tout le reste, est de ramener ses coûts et ses prix au juste niveau. Comment y parvenir ? Et bien, cela pourrait se faire à travers l'inflation au sein des économies au cœur de l'Europe. […] [Cependant] la BCE, selon les termes mêmes de son mandat, est tenue d'assurer la stabilité des prix.

Source : *Sortez-nous de cette crise… maintenant !,* Paul KRUGMAN, 2012

(1) Bulle immobilière : période de hausse très importante et rapide des prix de l'immobilier, due en grande partie à la spéculation.

1) Quelles sont les deux différences économiques entre l'Europe et une Nation ? Que possède pourtant l'UEM ?
2) Montrez que l'Europe connaît un problème de coordination des politiques économiques avec l'exemple de l'Espagne.

Tâche finale

EC3 : Vous montrerez que l'union économique et monétaire renforce les interdépendances entre les politiques conjoncturelles des Etats membres (Pondichéry, 2014)

A partir du plan proposé, rédigez l'explication, l'illustration (à l'aide des documents) et la conclusion pour chacune des sous-parties.

1. Des politiques monétaires interdépendantes
    a. La politique monétaire unique conduit à une convergence des économies des pays
    b. L'adoption de l'euro oblige à des règles communes
2. Des politiques budgétaires interdépendantes
    a. L'UEM réduit l'efficacité des politiques budgétaire de relance isolées
    b. L'UEM réduit l'efficacité des politiques budgétaire de rigueur communes

Document 1 :

L'Union économique et monétaire (UEM) mise en place en 1999 avec la création de l'euro vient d'être confrontée au cas d'école qu'on pouvait redouter. Est-elle bien armée pour gérer une crise économique majeure avec, d'un côté, une politique monétaire unique axée sur la stabilité des prix et, de l'autre, des politiques budgétaires nationales encadrées par le Pacte de stabilité et de croissance (PSC) ?

La Banque centrale européenne (BCE) a reçu pour mission d'assurer, en toute indépendance des pouvoirs politiques, la stabilité des prix dans la zone euro. Les traités européens sont formels sur la priorité de cet objectif. Pour le respecter, la BCE s'est dotée d'une stratégie qu'elle a appliquée scrupuleusement depuis la naissance de l'euro. D'ailleurs, elle n'a eu de cesse, en régime normal, d'insister sur la cohérence de toutes ses décisions au regard de la stabilité des prix. [...] Le Pacte de stabilité et de croissance s'inscrit dans le cadre général de la coordination des politiques économiques prévue par les traités depuis la création de l'euro. Il répond aux dispositions stipulant que les États membres « évitent les déficits excessifs ». Le PSC entend imposer aux participants à la zone euro une culture de stabilité des finances publiques. Il s'agit d'empêcher que la situation budgétaire d'un État entraîne une fragilisation de l'ensemble de la zone monétaire en diffusant, à travers des effets de débordement, des pressions inflationnistes, des tensions sur les taux d'intérêt et une perte de la valeur externe de l'euro. En effet, un déficit public et l'accroissement de la dette d'un État membre peuvent entraîner, pour l'ensemble de la zone euro, des pressions sur les prix (par une augmentation de la demande de biens et services) et sur les taux d'intérêt (par un surcroît de demande de financement), tout cela risquant de générer, en plus, des impacts négatifs sur la valeur externe de la monnaie unique. De fait, le PSC vient largement en appui de la politique de stabilité des prix pilotée par la BCE.

Source : « L'euro et le PSC dans la tourmente », Michel DEVOLUY, *Cahiers français*, novembre-décembre 2010.

Document 2

L'adoption d'une même monnaie par différents pays supprime l'ensemble des coûts liés aux variations des taux de change(1) des monnaies entre elles. De ce fait, les échanges entre les différents pays de la zone sont facilités par la seule suppression des taux de change. Le poids du commerce intra-zone augmente, ce qui favorise la transmission des fluctuations d'une économie à l'autre. En effet, une accélération de la croissance dans un des pays accroît les importations en provenance des autres pays, tirant ainsi la croissance du reste de la zone dans son sillage. Les fluctuations des économies nationales tendent ainsi à devenir similaires, tout en se synchronisant. L'adoption d'une monnaie unique permet ainsi une convergence des fluctuations économiques, cette convergence permettant en retour la définition d'une seule politique monétaire pour l'ensemble des pays de la zone.

Source : La crise de l'euro, Patrick ARTUS et Isabelle GRAVET, 2012.

(1) Taux de change d'une monnaie : prix de cette monnaie par rapport à une autre.

Document 3 : **Déficit (-) ou excédent (+) public dans cinq pays de l'union économique et monétaire européenne (en % du PIB)**

	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	-0,1	-3,1	-4,1	-0,8	0,2
Danemark	3,2	-2,7	-2,5	-1,8	-4,0
Espagne	-4,5	-11,2	-9,7	-9,4	-10,6
France	-3,3	-7,5	-7,1	-5,3	-4,8
Italie	-2,7	-5,5	-4,5	-3,8	-3,0

Source : Eurostat, 2013.